4. BAREMES PRODUIT PRESSE

BAREMES METROPOLE HORS D.R.O.M.

I. LES BAREMES DE BASE (Au 01/04/2015)

L'évolution du Barème Général Produit Presse se traduit par un seul et unique barème qui s'applique aux parutions distribuées à compter du 1^{er} janvier 2015 pour l'ensemble des titres Presse des sociétaires, quel que soit le choix de barèmes appliqué en 2014, option A ou option B. Les lancements sur le réseau presse (nouveautés) et les transferts vers MLP seront à compter de cette même date, soumis à cette version de barème exposée ci-dessous

Le barème détaillé ci-après ainsi que tous les termes associés (fournis, invendus, taux de vente, prix, mois de prise en charge, etc.) s'entend exclusivement pour le **secteur métropole hors D.R.O.M. (Départements et Régions d'outre-mer)**.

❖ CHARGES CONTRAINTES

A compter du 1^{er} janvier 2015, l'ensemble des charges contraintes que les Editeurs sont tenus de couvrir et verser au réel, en leur qualité de Mandant de MLP, sur décisions du CSMP et validation de L'ARDP ou pour financer le fonctionnement de ces institutions, sera isolé sur un poste de barème spécifique.

A ce jour, les charges contraintes identifiées sont :

- **La Péréquation entre Messageries et ou Coopératives de presse** que doit acquitter MLP sur facturation du CSMP et qui se calcule de la manière suivante :

((Charge de péréquation facturée par le CSMP/Chiffre d'Affaires Ventes Prix Fort Presse total de MLP) x 100) x Chiffre d'Affaires Ventes Prix fort Métropole hors D.R.O.M. de la parution))

Conformément aux Dispositions de la décision du CSMP N°2012-05, « l'assiette des surcoûts est ainsi répartie entre les sociétés coopératives messageries de presse au prorata de leurs montants annuels respectifs de ventes en montant fort des journaux et publications. » sur la base des éléments communiqués par le CSMP.

Les différences, à la hausse ou à la baisse, entre le montant déjà facturé aux sociétaires et le montant réel constaté par le CSMP sont répercutées sur chaque Editeur.

= **La redevance P2000** que doit acquitter MLP conformément à la décision N°08-D-04 du 25/02/2008 du Conseil de la Concurrence afin de permettre aux dépositaires d'accéder à cet outil pour la distribution des titres MLP. Elle est facturée à l'Editeur, pour chaque parution de chaque publication, sur la base d'un taux qui résulte de la facturation Presstalis de cette charge de redevance proportionnelle à la part de marché en valeur de MLP. Elle est exprimée en pourcentage rapporté au chiffre d'Affaires Ventes Prix Fort de la parution.

= **Frais de fonctionnement du CSMP et de l'ARDP** : conformément à la loi n°47- 585 du 02/04/1947 (art.18-5) modifié par la loi n°2011-852 du 20/07/2011 (art. 4) ; ces frais sont calculés pour couvrir les charges de fonctionnement du CSMP et/ou celles de l'ARDP. Ils sont proportionnels à la part de marché en valeur de MLP et facturés à l'Editeur pour chaque parution de chaque publication. Ils sont exprimés en pourcentage rapporté au chiffre d'Affaires Ventes Prix Fort de la parution.

Les taux appliqués pour facturer les frais de fonctionnement du CSMP et de l'ARDP, ainsi que la redevance P2000, seront révisés au moins une fois par semestre sur décision du Conseil d'Administration et sur la base des sommes réellement facturées par le CSMP et/ou en prévision de modifications règlementairement attendues, par exemple la variation de la part de marché ayant une incidence sur les modalités de calcul.

En raison de la nature et des modalités de calculs de ces charges contraintes, des réajustements rétroactifs peuvent être effectués à la hausse comme à la baisse, sur les montants facturés aux Sociétaires pour les périodes antérieures.

La liste des postes de charge sera mise à jour sur la base des décisions prises par l'une ou l'autre de ces deux instances, et après validation du Conseil d'Administration qui informera les sociétaires de ces modifications par tout moyen.

❖ COUT D'ACCES AU RESEAU DE VENTE

Le coût d'accès au réseau de vente comprend les commissions versées aux diffuseurs (I), la rémunération des intermédiaires de la distribution (les dépositaires, les plateformes logistiques, les niveaux 1 bis et/ou 2 prime ainsi que les régies) ainsi que les frais de livraison versés à ces derniers pour assurer la distribution sur les zones géographiques qui leur sont confiées (II).

En raison de leur évolution fréquente, chacun de ces coûts (I et II) est révisé au minimum deux fois par an par le Conseil d'Administration de MLP en fonction de la réalité des coûts constatés.

Si les sommes prélevées aux Editeurs sur la période analysée s'avèrent supérieures à celles versées aux agents de la vente, alors l'enveloppe correspondant à la différence entre les deux montants sera réallouée à la période suivante et permettra alors, sauf modification des règles interprofessionnelles appliquées, de diminuer le taux pris en compte.

Dans le cas contraire, les taux seront réévalués à la hausse pour compenser les prélèvements insuffisants de la période antérieure.

I. COUT RESEAU DIFFUSEURS (DIT NIVEAU 3 OU N3)

Un taux de commission est facturé à tout Editeur pour chacune de ses publications afin de couvrir les commissions versées aux diffuseurs de presse. Il est fonction de la répartition des ventes de la parution sur cinq groupes de réseaux identifiés.

Le coût réseau diffuseurs total facturé résulte du calcul suivant :

- [Taux réseau diffuseurs Paris * Ventes valorisées réalisées par les diffuseurs Paris]
- + [Taux réseau Relay * Ventes valorisées réalisées par les Relay]
- + [Taux réseau Grandes Villes * Ventes valorisées réalisées par les diffuseurs Grandes Villes]
- + [Taux réseau Très Grandes Villes * Ventes valorisées réalisées par les diffuseurs des Très Grandes Villes]
- + [Taux réseau Province * Ventes valorisées réalisées par les autres diffuseurs de Province et Banlieue]

Les taux pris en compte pour ces cinq réseaux sont constitués de différents éléments susceptibles d'évoluer en fonction des décisions réglementaires et/ou interprofessionnelles, en particulier celles adoptées par le CSMP et rendues exécutoires par l'ARDP.

Taux réseau diffuseurs Paris :	Commission de base + tous compléments de rémunération spécifiques + frais variables ad hoc liés à la distribution sur ces points de vente)
Taux réseau des concessions :	Commission de base + tous compléments de rémunération spécifiques + frais variables ad hoc liés à la distribution sur ces points de vente.
Taux réseau diffuseurs Très Grandes Villes :	Commission de base + tous compléments de rémunération spécifiques + frais variables ad hoc liés à la distribution sur ces points de vente.
Taux réseau diffuseurs Grandes Villes :	Commission de base + tous compléments de rémunération spécifiques + frais variables ad hoc liés à la distribution sur ces points de vente.
Taux réseau autres diffuseurs Banlieue et Province	Commission de base + tous compléments de rémunération spécifiques + frais variables ad hoc liés à la distribution sur ces points de vente.

Ces taux comprennent les rémunérations complémentaires versées aux Diffuseurs Qualifiés et Qualifiés Spécialistes telles que définies à ce jour et les charges variables spécifiques à chacun de ces réseaux.

En cas de changement des conditions de rémunération des agents de la vente, consécutif à des dispositions légales, réglementaires ou à des accords interprofessionnels, ces taux « réseau » sont de plein droit et à tout moment corrigés par décision du Conseil d'Administration.

Ces taux sont publics et mis en permanence à disposition de chaque éditeur, avec leur date de mise à jour.

II. COUT RESEAU DES INTERMEDIAIRES DE LA DISTRIBUTION (DIT NIVEAU 2 OU N2)

Le coût réseau des intermédiaires de la distribution (les dépositaires, les plateformes logistiques, les niveaux 1 bis et 2 prime ainsi que les régies) comprend les commissions et les frais de livraison versés à ces derniers pour assurer la distribution sur les zones géographiques qui leur sont confiées.

i. TAUX DE COMMISSION ET REMUNERATION DES INTERMEDIAIRES DE LA DISTRIBUTION

Les conditions suivantes s'appliquent aux intermédiaires assurant les missions de dépositaires dans le cadre du schéma directeur du CSMP en France métropolitaine hors D.R.O.M.

Les taux de commissions appliqués sont ceux définis par les décisions interprofessionnelles, réglementaires et/ou légales avec quatre catégories distinctes :

1. Les intermédiaires de la distribution ayant un mandat de distribution pour les diffuseurs des Grandes Villes et Très Grandes Villes dont les conditions de commissionnement sont issues des décisions relatives aux diffuseurs anciennement desservis par les établissements SAD,
2. Les intermédiaires de la distribution ayant un mandat de distribution pour les diffuseurs des autres villes de Banlieue et Province (autres que Grandes Villes, Très grandes Villes et Paris),
3. Les intermédiaires de la distribution ayant un mandat de distribution pour les diffuseurs de la Ville de Paris,
4. Les intermédiaires de la distribution ayant un mandat de distribution pour les diffuseurs sous concession qui ne sont pas servis par l'une des trois autres catégories.

En cas de changement des conditions de rémunération et de charges variables spécifiques des agents de la vente, consécutif à des dispositions légales, réglementaires ou à des accords interprofessionnels, ces taux réseau seront de plein droit corrigés en conséquence par décision du Conseil d'Administration afin que les charges de mandataire de MLP soient couvertes pas ses mandants.

ii. FRAIS DE LIVRAISON DES INTERMEDIAIRES DE LA DISTRIBUTION

a. Coût de transport vers le N3 dit « coût au DROP »

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Conseil Supérieur des Messageries de Presse (Décision n° 2012-06 du 30/11/2012 rendue exécutoire par l'ARDP le 8 janvier 2013) a institué une «rémunération à l'unité d'œuvre de la mission logistique-transport des dépositaires » (« Coût au drop »). Ce coût au DROP a modifié la décision n°2011 – 01 du CSMP qui fixe notamment les conditions de rémunération des dépositaires de presse. Le coût au DROP n'est pas applicable aux Diffuseurs de la Ville de Paris ni aux RELAY.

Le coût est facturé à l'Editeur, pour chaque parution de chaque publication, sur la base d'un taux résultant des montants effectivement versés aux intermédiaires de la distribution ciblés rapportés au chiffre d'affaires de MLP. Il est exprimé en pourcentage.

Les frais de livraison sont révisés, sur Décision du Conseil d'Administration, au moins deux fois dans l'année sur la base des chiffres connus de MLP.

Les différences, à la hausse ou à la baisse, entre le montant déjà facturé aux sociétaires et le montant réel constaté, sont répercutées à chaque Editeur.

b. Coût de transport des magasins sous concession directement servis par MLP

Afin que les charges de mandataire de MLP soient couvertes pas ses mandants, ce coût est facturé à tout Editeur pour chaque parution de chaque publication afin de couvrir les frais de livraison spécifiques à cette catégorie de magasin. Il est exprimé en pourcentage et se calcule de la manière suivante :

((Frais de transport engagés pour la livraison des concessions servies en direct/Chiffre d'Affaires Ventes Prix Fort Presse de MLP réalisé sur les concessions directement servies par MLP) x 100) x Chiffre d'Affaires Ventes Prix fort réalisé sur les concessions de la parution))

En cas de changement des conditions de livraison des agents de la vente, consécutif à des dispositions légales, réglementaires ou à des accords interprofessionnels, ce taux réseau sera de plein droit corrigé par décision du Conseil d'Administration afin que les charges de mandataire de MLP soient couvertes pas ses mandants.

Les différences, à la hausse ou à la baisse, entre le montant déjà facturé aux sociétaires et le montant réel constaté, sont répercutées à chaque Editeur.

iii. CALCUL DU COUT RESEAU DES INTERMEDIAIRES DE LA DISTRIBUTION

Le coût réseau total des intermédiaires de la distribution facturé résulte du calcul suivant :

- [(Taux de commission Paris * Ventes valorisées réalisées par les diffuseurs Paris]
- + [Frais de Transport Paris * Ventes valorisées réalisées par les diffuseurs de Paris]
- + Autres charges variables ou spécifiques relatives aux intermédiaires de la distribution, dont régies.
- +
- [Frais de Transport Concessions * Ventes valorisées réalisées par les Concessions]
- + [Frais de Transport Concessions * Ventes valorisées réalisées par les diffuseurs Concessions]
- + Autres charges variables ou spécifiques relatives aux intermédiaires de la distribution, dont régies.
- +
- [((Taux de commission Grandes et Très Grandes Villes) + (Coût au DROP en %)) * Ventes valorisées réalisées par les intermédiaires des Grandes et Très Grandes Villes]
- + Autres charges variables ou spécifiques relatives aux intermédiaires de la distribution, dont régies.
- +
- [((Taux de commission des Autres Villes de Banlieue et Province) + (Coût au DROP en %)) * Ventes valorisées réalisées par les intermédiaires des Autres Villes de Banlieue et Province]
- + Autres charges variables ou spécifiques relatives éventuelles à chacun des intermédiaires de la distribution, dont régies.

III. CAS PARTICULIER DES BAISES PROMOTIONNELLES DU PRIX DE VENTE

Les ventes en exemplaires (fournis – invendus déclarés par les agents de la vente) sont valorisées sur la base du prix facial de la parution sauf en cas de baisse de prix promotionnelle telle que définie par le CSMP dans la Décision n°2013-03 du 28 mars 2013 rendue exécutoire par l'ARDP le 30 avril 2013. Dans ce cas, la rémunération des agents de la vente (dépositaires et diffuseurs) sera calculée sur le prix de référence du titre et non sur le prix promotionnel correspondant au prix facial.

Cette disposition s'applique à partir de la :

- Sixième parution des titres quotidiens,
- Cinquième parution pour les titres hebdomadaires
- Troisième parution pour les titres bi mensuels et mensuels
- Deuxième parution pour les titres bimestriels et trimestriels

Le prix de référence d'un titre correspond au prix public communément observé sur la série, hors prix promotionnels. Il doit être déclaré par l'Editeur à la messagerie en charge de la distribution de sa publication au plus tard au moment de la facturation de la première parution éligible à ce principe de calcul et lors de toute modification durable du prix de référence.

Les messageries sont chargées de contrôler l'exactitude des données transmises par l'Editeur. En l'absence de ces données, les messageries déterminent le prix de référence du titre qu'elles notifient à l'Editeur. Il est expressément entendu que pour le calcul des barèmes comme des tarifs pour l'Editeur, le prix utilisé demeure le prix de vente facial. Les écarts de commission à verser aux agents de la vente, diffuseurs et dépositaires, sont à la charge de l'éditeur et donc refacturés par les messageries.

❖ COUT D'INTERVENTION MLP (NIVEAU 1 OU N1)

A - COMMISSION MLP

La commission MLP, avant bonification ou remise, se calcule de la manière suivante :

→ *Taux de commission MLP exprimé en % × prix de vente public facial corrigé de la parution × ventes de la parution en nombre d'exemplaires*

I – Détermination du taux de commission applicable

Le taux de commission MLP est préalablement déterminé en fonction du taux de vente en exemplaires de chaque parution. Le taux de vente se calcule de la manière suivante (exprimé en pourcentages) :

*(exemplaires fournis de la parution
– exemplaires invendus de la parution) / (exemplaires fournis de la parution)*

Pour un taux de vente strictement inférieur à 20%, le taux de commission de base MLP avant bonification est de 15,75%.

Pour un taux de vente supérieur ou égal à 20% et strictement inférieur à 25%, le taux de commission MLP avant bonification est de 11,75%

Pour un taux de vente supérieur ou égal à 25% et strictement inférieur à 30%, le taux de commission MLP avant bonification est de 9,75%

Pour un taux de vente supérieur ou égal à 30% et strictement inférieur à 40%, le taux de commission MLP avant bonification est de 7,75%

Pour un taux de vente supérieur ou égal à 40% et strictement inférieur à 60%, le taux de commission MLP avant bonification est de 6,75%

Pour un taux de vente supérieur ou égal à 60% et strictement inférieur à 80%, le taux de commission MLP avant bonification est de 5,75%

Pour un taux de vente supérieur ou égal à 80%, le taux de commission MLP avant bonification est de 4,75%.

II- Détermination du prix de vente corrigé

Deux cas de figure sont possibles :

- Si le prix de vente public facial est strictement inférieur à 0,50€, alors la commission MLP se calcule sur la base de 0,50€ (Prix plancher sur lequel s'applique la commission).
- Si le prix de vente public facial est strictement supérieur à 7.50€, le montant de la commission est alors calculé sur la base d'un prix plafond de 7.50€. Aucune commission n'est perçue sur la fraction de chiffre d'affaires prix fort réalisée au-delà de 7,50 euros (Prix plafond sur lequel s'applique la commission).

B - FRAIS DE MISE EN DIFFUSION - NIVEAU 1

Les frais de mise en diffusion niveau 1 (N1) sont composés, d'une part, de frais de gestion à la parution (I) auxquels s'ajoutent des coûts de traitement (appoints, préparation et transport) (II) et, d'autre part, de frais additionnels optionnels (III) qui découlent directement des choix de distribution de l'Editeur (délais de traitement et éditions régionales).

Le mode de traitement standard retenu pour le flux aller est ainsi défini : livraison par l'Editeur des exemplaires de la parution, constituée d'une seule et unique édition, à distribuer à partir d'un seul site déterminé par MLP et dénommé SITE DE LIVRAISON, à ce jour le site de F3P établi à Villabé -91. Le site de livraison peut-être modifié à tout moment moyennant un préavis de 30 jours par décision du Conseil d'Administration. La livraison vers le Niveau 2 (N2), les diffuseurs parisiens et des Relay, interviendra 2 jours après la livraison de l'éditeur, sous réserve du respect du cahier des charges et des horaires de livraison ; la date de livraison sur le site de livraison MLP devra avoir été confirmée par l'éditeur au minimum 48 heures au préalable. La préparation et la livraison au réseau de vente des exemplaires destinés au réassort sont également inclus. Les traitements sont assurés du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés. Les traitements effectués, à la demande de l'Editeur et après acceptation de MLP, sur toute autre

journée, feront l'objet d'un devis préalablement accepté par les parties, selon les tarifs des prestations complémentaires.

La mise en vente de la parution chez les diffuseurs de presse a lieu :

- A J+1, J étant le jour de traitement MLP, pour les diffuseurs servis en direct (exemple : diffuseurs parisiens et Relay) ;
- A J+1 ou J+2, J étant le jour de livraison par MLP des intermédiaires de la distribution, selon que la publication est en flux chaud (J+1) ou en flux froid (J+2) et sous réserve de modification du cahier des charges définis par les instances professionnelles .

MLP s'engage à suivre et mettre tout moyen en œuvre pour que les intermédiaires de la distribution respectent la date de mise en vente déterminée par l'éditeur, mais ne peut en aucun cas être tenue responsable des éventuels délais supplémentaires de leur fait ou de la modification du cahier des charges supervisée par les instances interprofessionnelles.

Des indicateurs de performance sont communiqués chaque semestre au Conseil d'Administration. Des plans d'actions correctifs sont gérés et suivis par les équipes commerciales terrain et d'administration des ventes en relation avec le réseau.

Les exemplaires invendus des parutions distribuées feront, par défaut, l'objet d'une destruction, sauf demande expresse et écrite de l'Editeur. Dans ce cas et pour mémoire, les exemplaires invendus peuvent être récupérés selon un niveau de quantité et de prestation défini par l'Editeur, suivant les tarifs des prestations complémentaires.

I. LES FRAIS DE GESTION A LA PARUTION (N1)

Les frais de gestion sont composés d'un forfait à la parution dont le montant est fixe et d'un frais fonction du nombre d'exemplaires distribués.

i. Le forfait de gestion à la parution (N1)

Le forfait intègre notamment l'amortissement d'une partie des frais fixes liés à la mise en distribution d'une publication tels que frais de réception logistiques, frais d'information du réseau, mise à disposition initiale du code à barres numérique (les commandes supplémentaires seront facturées), accès aux systèmes d'informations (liste non exhaustive : « Iris Ventas », « Iris-Stock », Iris Pass Module Exploration etc.) ainsi que les droits d'accès aux services en ligne de MLP et les frais de siège. Il inclut également les prestations standards couvertes par les équipes commerciales terrain, clients et Editeurs.

Le forfait à la parution (N1) avant bonification est fixé à **790,00€** par parution.

Il s'applique une fois, quel que soit le nombre d'éditions techniques et régionales, pour chaque parution, quelle que soit sa périodicité. L'Editeur est responsable de la détermination des quantités à livrer pour chaque point de vente à chaque parution. A défaut de pouvoir réaliser lui-même ce travail et fournir à MLP dans les progiciels prévus à cet effet la répartition des quantités à préparer et livrer vers le réseau de vente, l'Editeur pourra déléguer ce travail à un prestataire tiers ou à MLP selon le choix de prestation établi dans l'offre des prestations complémentaires.

ii. Les frais de gestion à l'exemplaire (N1)

Afin de prendre en compte l'ensemble des charges fixes en intégrant les effets de seuil liés aux volumes, le forfait à la parution est augmenté d'un frais supplémentaire à l'exemplaire fourni dès lors qu'un groupe d'édition donné confie plus de 360 parutions par année civile à MLP. Les parutions des titres hebdomadaires et bimensuels sont exclues de l'assiette de calcul. Le frais appliqué est dégressif en fonction du niveau de CA du Groupe selon la grille suivante :

FRAIS FIXE A L'EXEMPLAIRE	
CA PRIX FORT	FRAIS FIXE POUR 1000 EXEMPLAIRES FOURNIS
<6M€	40,00 €
6 M€ à <9 M€	35,00 €

9 M€ à <12 M€	30,00 €
12 M€ à <15 M€	25,00 €
>15 M€	20,00 €

La facturation de ce frais est faite à chaque parution à la fois sur la base du niveau de CA obtenu sur l'année civile précédente, après déduction de la part de CA réalisée par les titres suspendus ou cessés et du nombre de parutions distribuées sur cette même année. Une régularisation est effectuée chaque année sur la base du CA annuel métropole hors D.R.O.M. et du nombre réel de parutions constatés, au plus tard sur le CRD du mois de mai suivant la clôture de l'année civile de référence.

Ce coût ne peut être diminué par un quelconque boni ou par remise commerciale.

II. LES COÛTS DE TRAITEMENT- N1

Les charges logistiques de distribution du N1 sont dépendantes du nombre d'exemplaires manipulés et du nombre de palettes transportées. Les frais de mise en diffusion niveau 1 sont assis sur ces deux inducteurs économiques.

i. FRAIS DE TRAITEMENT DES EXEMPLAIRES

Le frais de traitement des exemplaires s'applique sur l'ensemble des exemplaires d'une parution, pour chaque édition, livrés par l'éditeur après déduction de la passe et des exemplaires destinés aux D.R.O.M. et à l'export.

Le frais de traitement des exemplaires est fixé à **29,00€ pour 1000 exemplaires** et s'applique au prorata du nombre d'exemplaires déterminés selon les critères précités :

$$(29,00€ \times (\text{nombre d'exemplaires livrés} - \text{nombre d'exemplaires destinées à la passe} - \text{exemplaires export et D.R.O.M.})) / 1000$$

Les quantités excédentaires livrées par l'éditeur, après application des règles de plafonnement, seront comprises dans l'assiette de fournis prise en compte pour calculer le montant facturé, et ce même si leur destination est une zone de stockage.

ii. FRAIS D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORT

Les dispositions du Contrat de Distribution et de Groupage prévoient les conditions de mise à disposition des exemplaires par l'Editeur auprès de MLP selon un cahier des charges accepté par l'éditeur par le fait de son adhésion comme sociétaire. Il est notamment stipulé que les exemplaires des publications doivent être conditionnés en paquets homogènes et livrés en palettes (une seule parution par palette : même codification, même numéro, même prix, même édition - Le montage de la palette doit être uniforme par lot réceptionné).

Dès lors que le conditionnement est ainsi constitué, la palette devient l'unité logistique de référence dès la livraison à MLP.

Les frais d'exploitation et de transport sont fixés à **67,00€ par palette** et sont calculés de la façon suivante :
Nombre de palettes livrées par l'éditeur pour la distribution en France métropolitaine hors D.R.O.M x 67 €.

Le nombre de palettes pris en référence sera celui constaté physiquement par MLP à réception. Les documents de transport et bons de livraison des prestataires de l'éditeur ne seront pas pris en compte pour ce calcul.

iii. FRAIS DE TRAITEMENT ET PREPARATION DES APPOINTS GROSSISTES

Les produits doivent être normalement fournis en multiples de paquets complets pour chaque dépôt.

Les appoints constatés sur le Niveau 2 (N2) font l'objet de frais de traitement fixés à **70,00€ les 1000 exemplaires**. Les quantités préparées pour les diffuseurs parisiens et les Relay servis en direct par MLP ne seront donc pas soumises à cette tarification. Il est rappelé que les appoints correspondent à la part des services, établis par l'Editeur ou son prestataire, préparées à l'unité et non au paquet complet.

Le frais se calcule ainsi : $(70,00\text{€} \times (\text{nombre d'exemplaires en appoints pour le niveau 2})) / 1000$

III. FRAIS ADDITIONNELS OPTIONNELS

En fonction de ses spécificités éditoriales, de fabrication ou pour toute autre raison, l'Editeur peut, s'il le souhaite, demander à MLP une modification du nombre d'éditions distribuées ou du délai de traitement. Dans les deux cas, cette modification fera l'objet d'une facturation complémentaire pour la parution concernée.

➤ MODIFICATION DES DELAIS DE TRAITEMENT ET FRAIS DE TRAITEMENT ACCELERES

L'Editeur peut demander à MLP la modification du délai de traitement standard vers le Niveau 2, les diffuseurs parisiens et les Relay, fixé à 2 jours à compter de la livraison conforme et complète des exemplaires prévus pour une parution donnée. Sous réserve de validation de la faisabilité par MLP, le délai de traitement pourra être réduit. Selon le délai de traitement sélectionné, des frais complémentaires seront facturés à l'Editeur :

Si le traitement est effectué dans la journée même de la livraison (traitement 24h), des frais de traitement de 99,00€ par palette réceptionnée seront appliqués.

Les titres de périodicité hebdomadaire et bimensuelle sont exonérés de ces frais sur les 33 premières palettes traitées pour chaque parution, toutes éditions confondues.

- Pour les hebdomadaires et les bimensuels, le frais est ainsi calculé :

$$(99,00\text{€} \times ((\text{nombre de palettes constatées en réception toutes éditions confondues}) - 33))$$

Si le nombre de palettes est dans ce cas inférieur à 33, les parutions des hebdomadaires ou bimensuels concernés ne sont pas soumises à ces frais de traitement accélérés.

- Pour les autres périodicités, le frais est ainsi calculé :

$$(99,00\text{€} \times (\text{nombre de palettes constatées en réception toutes éditions confondues}))$$

Si le délai de traitement est raccourci à 1 jour (traitement 48h), alors des frais de traitement de 49,00€ par palette réceptionnée seront facturés. Le frais sera ainsi calculé :

- Pour les hebdomadaires et les bimensuels, le frais est ainsi calculé :

$$(49,00 \text{ €} \times ((\text{nombre de palettes constatées en réception toutes éditions confondues}) - 33))$$

Si le nombre de palettes est dans ce cas inférieur à 33, les parutions des hebdomadaires ou bimensuels concernés ne sont pas soumises à ces frais de traitement accélérés.

- Pour les autres périodicités, le frais est ainsi calculé:

$$(49,00 \text{ €} \times (\text{nombre de palettes constatées en réception toutes éditions confondues}))$$

➤ AJOUT D'EDITIONS REGIONALES

L'Editeur peut décomposer la distribution de sa parution en différentes éditions régionales. Les frais de gestion sont fixés à 130€ par édition. Le frais est ainsi calculé :

$$(130,00 \text{ €} \times ((\text{nombre d' Editions Régionales Traitées}) - 1))$$

Seules les Editions destinées à la distribution en France Métropolitaine hors D.R.O.M. sont prises en compte dans l'assiette de calcul.

C - REMISES ET BONIFICATIONS

1) REMISE COMMERCIALE PARUTION

Cette remise est accessible aux titres dont la périodicité est mensuelle, bimestrielle, trimestrielle et irrégulière.

La remise Commerciale Parution est fonction du niveau de chiffre d'affaires (CA) métropole hors D.R.O.M. de la parution. Elle s'applique en réduction de la commission MLP :

Si le CA est supérieur ou égal à 50.000 € et strictement inférieur à 75.000 €, la remise sur la commission MLP est de 33%;

Si le CA est supérieur ou égal à 75.000 € et strictement inférieur à 100.000 €, la remise sur la commission MLP est de 40%;

Si le CA est supérieur ou égal à 100.000 €, la remise sur la commission MLP est de 50%.

La remise commerciale parution est calculée de la manière suivante :

$$\text{Taux de remise commerciale} \times \text{montant de la commission MLP (cf. A)}$$

Cette Remise Commerciale est versée à la parution.

2) REMISE GROUPE ENGAGEMENT ET FIDELITE

Cette remise peut bénéficier à tout éditeur qui confie la distribution de ses publications à la Coopérative MLP pour une durée minimale d'engagement déterminée et dont le minimum est fixé à un (1) an. Le plafond de ces remises est atteint pour un engagement de trois (3) ans.

Dès le 1er janvier 2015, la remise est, par défaut, appliquée sur la base d'une durée d'engagement de l'éditeur pour trois (3) ans. Si l'éditeur souhaite prendre un engagement inférieur à cette durée, il devra en informer MLP à tout moment par lettre recommandée avec AR sous réserve d'un préavis de deux semaines.

Les remises associées sont **fonction du niveau de Chiffre d'Affaires presse Ventes prix fort annuel du Groupe pour la France métropolitaine hors D.R.O.M. et de la durée d'engagement retenue.**

On entend par groupe, un ensemble d'éditeurs sociétaires qui, en raison des liens capitalistiques les unissant à une même personne physique ou morale, forme un groupe et applique une politique commune, notamment quant au choix du réseau de distribution de ses produits.

Le Chiffres d'Affaires considéré pour le calcul est celui réalisé par les parutions mises en vente sur une année civile donnée.

Niveaux CA Groupe	Taux de remise sur CA selon la durée d'engagement		
	1 AN	2 ANS	3 ANS
0 à 5M€	0,00%	0,50%	1,00%
> 5 M€ et < 10 M€	0,30%	0,80%	1,50%
>10M€ et <15 M€	0,60%	1,20%	2,00%
> à 15M€	1,00%	2,00%	3,00%

La Remise Groupe Engagement et Fidélité est calculée sur la base du Chiffres d'Affaires Groupe de l'année de référence. Elle est versée pour partie à la parution sur la base de 30% du taux maximal que pourrait percevoir l'éditeur en fonction de sa durée d'engagement et de son niveau de Chiffre d'affaires.

Ces versements à la parution restent acquis à l'éditeur.

Le solde est versé à partir des données comptabilisées sur l'exercice concerné et est crédité sur le compte-rendu de distribution du mois de mai de l'exercice suivant aux sociétés composant le Groupe.

En cas de lancements ou transferts de titres vers MLP au cours de la durée d'engagement souscrite par l'Editeur, le chiffre d'affaires du ou des titres viendra incrémenter le chiffres d'affaires du Groupe. Il sera donc retenu pour la détermination de la tranche considérée et l'assiette de versement.

En cas de cessation d'un ou plusieurs titres au cours de la durée d'engagement, deux cas de figure se présentent :

- Si le titre n'est plus distribué sur le réseau presse de la vente au numéro, il n'y a pas d'impact sur le calcul de la remise

- Si le titre est toujours distribué sur le réseau presse de la vente au numéro par l'intermédiaire d'une autre messagerie (transfert), le taux de remise appliqué au titre concerné sera révisé selon le taux correspondant à la durée réelle d'engagement constatée pour l'année en cours et les années précédentes. A l'issue de ce calcul et le cas échéant, les sommes excédentaires versées à l'Editeur seront prélevées sur CRD ou remboursées par chèque par l'Editeur si les soldes disponibles sont insuffisants.

3) BONIFICATIONS

a) BONUS COOPERATIF SUR CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL

Tout titre qualifié presse distribué par MLP bénéficie d'un bonus coopératif sur le chiffre d'affaires réalisé sur une année civile. Il vient en diminution de la commission MLP et se calcule de la manière suivante :

1, 25 % * Chiffre d'Affaires annuel (Ventes prix fort) métropole hors D.R.O.M.

Les parutions éventuellement requalifiées en hors-presse seront exclues de ce dispositif.

Le bonus coopératif sur chiffre d'affaires est versé à l'éditeur une fois par an à partir des données comptabilisées sur l'exercice concerné et est crédité sur le compte-rendu de distribution du mois de mai de l'exercice suivant.

Le bonus sur Chiffre d'Affaires Annuel est acquis à l'éditeur sous réserve soit que le titre concerné soit toujours distribué par MLP au jour de l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale Annuelle MLP de l'année civile de référence, soit qu'il ne soit plus distribué sur le réseau presse.

b) BONUS SUR DEVELOPPEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Ce bonus est **relatif à la croissance du Chiffre d'Affaires (CA) prix fort métropole hors D.R.O.M. par titre (codification)**. Il concerne tous les titres distribués par MLP : nouveautés, transferts de messageries vers MLP et titres existants.

Le Bonus sur Développement du CA s'applique au chiffre d'affaires additionnel d'un titre sur la différence de performance d'une année civile donnée *versus* l'année civile précédente.

Le bonus est plafonné à 150 000€ par titre et par année civile.

Il est composé d'un forfait de 1.000€ majoré d'une remise supplémentaire fonction du pourcentage d'évolution positive du Chiffre d'Affaires Titre et se calcule selon la formule suivante :

1.000€ + ((CA titre constaté sur l'année A – CA titre constaté sur l'année A-1)*taux de remise)

Le taux de remise appliqué est fonction de la grille suivante :

Evolution du CA titre en % sur deux années civiles	Taux de remise applicable au CA additionnel
Supérieur à 0 mais strictement inférieur à 5%	2,00%
supérieur ou égal à 5% strictement inférieur à 10%	2,20%
supérieur ou égal à 10% strictement inférieur à 25%	2,40%
supérieur ou égal à 25% strictement inférieur à 50%	2,60%
supérieur ou égal à 50% strictement inférieur à 100%	2,80%
supérieur ou égal à 100%	3,00%

Pour bénéficier du bonus sur développement du Chiffres d'Affaires additionnel, le titre doit respecter au 31 décembre de chaque année au moins **l'une des deux** conditions suivantes :

- o la dernière parution de l'année civile sur laquelle porte l'application du bonus a été distribuée sur le réseau presse par MLP,
- o Le titre a cessé sa distribution au sein de MLP en cours d'année et il n'est plus distribué sur le réseau presse de la vente au numéro,

En cas de non-respect de l'une des conditions ci-avant, le montant du bonus reste acquis à la coopérative MLP.

c) BONUS COOPERATIF TITRE

Le bonus Coopératif Titre est **fonction du niveau de chiffre d'affaires (CA) annuel prix fort du titre pour la France métropolitaine hors D.R.O.M.** quelle que soit sa périodicité :

- Si le CA est supérieur ou égal à 75.000 € et strictement inférieur à 150.000 €, le bonus est de 750 € ;
- Si le CA est supérieur ou égal à 150.000 € et strictement inférieur à 300.000 €, le bonus est de 1.500 € ;
- Si le CA est supérieur ou égal à 300.000 € et strictement inférieur à 500.000 €, le bonus est de 2.500 € ;
- Si le CA est supérieur ou égal à 500.000 €, le bonus est de 5.000 €.

Pour bénéficier du bonus Coopératif Titre, chaque titre doit respecter **l'une des deux** conditions suivantes :

- la dernière parution la dernière parution de l'année civile sur laquelle porte l'application du bonus a été distribuée sur le réseau presse par MLP
- Le titre a cessé sa distribution au sein de MLP en cours d'année et il n'est plus distribué sur le réseau presse de la vente au numéro.

En cas de non-respect de l'une des conditions ci-avant, le montant du bonus reste acquis à la Coopérative.

4) REGLES DE CUMUL DES BONIFICATIONS ET REMISES

Deux règles sont visées dans le calcul des bonifications et remises et notamment dans leur cumul :

- la somme de [la remise commerciale parution + bonus titre + remise groupe engagement et fidélité] est plafonnée à 300 000 € par an et par titre (codification).
- Pour une parution donnée, le montant global des bonifications versées sur l'année est plafonné à hauteur de la commission de base. Ainsi, la somme [bonus coopératif sur CA + remise commerciale parution + bonus sur développement du CA + bonus titre + remise groupe engagement et fidélité] ne peut dépasser le montant facturé à l'éditeur au titre de la commission de base.

En cas de dépassement, le montant effectivement versé au titre du bonus sur chiffre d'affaires sera plafonné à hauteur de la différence entre la commission de base et la somme des remises commerciale parution, bonus sur développement du CA, du bonus titre et de la remise groupe engagement et fidélité.

II. LES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les barèmes de base intègrent le respect des obligations suivantes :

- Répartition établie par l'éditeur ou un prestataire
- Respect du délai de prévenance
- Livraison sur le site désigné par MLP (à ce jour F3P)
- Réception conforme des exemplaires
- Traitement d'une édition par parution
- Traitement en 72h00 après réception
- Tolérance dans la date de mise en vente réseau à -1/+2 jours pour toute périodicité supérieure à mensuelle
- Destruction des invendus

Si la parution ne répond pas à une ou plusieurs conditions énoncées ci-dessus, MLP facturera la prestation complémentaire correspondante.

1. FRAIS POUR NON RESPECT DU CAHIER DES CHARGES (Annexe D)

Compte tenu des moyens alloués par MLP et engendrés par le non-respect des conditions de livraison visées par le cahier des charges (Annexe D-4° du contrat de distribution et de groupage), MLP facturera les coûts de gestion suivants :

Non-respect du délai de prévenance (72 heures) = 5,09€ HT par palette réceptionnée.

Réception non conforme d'une livraison tant qualitativement (palettes hors normes, CAB illisibles, etc...) **que quantitativement** (erreur entre les quantités annoncées et livrées, erreur de répartition sur sites MLP, etc..) : Forfait de **127,26€** HT par parution.

2. FRAIS DE TRANSFERT INTER SITES

L'offre de base prévoit une livraison des produits sur le site désigné par MLP (à ce jour VILLABE – ML3P, et ce quelle que soit la périodicité du titre (y compris H et 2).

Tout transfert inter-sites, en cas de livraison d'un autre site que celui désigné par MLP, sera facturé au tarif de 23€ HT par palette réceptionnée par parution.

En cas de livraison sur le site de St-Quentin-Fallavier (Scénario L), il sera facturé un coût de 23€ HT par palette transférée par parution afin de couvrir le coût des navettes inter sites entre St-Quentin-Fallavier - St Barthélemy d'Anjou et St-Quentin-Fallavier – ML3P (Villabé).

3. FRAIS DE RECUPERATION DES INVENDUS

L'offre de base prévoit la destruction totale de tous les invendus.

L'éditeur peut faire le choix de récupérer les invendus pour une parution donnée.

Les frais de récupération des invendus sont composés d'un coût forfaitaire par parution et d'un coût variable en fonction du statut de récupération des exemplaires invendus (en EUROS HT):

Statut T : récupération totale des exemplaires sans tri au numéro

Statut Y : récupération sur un quota d'exemplaires d'invendus par numéro

Statut T+ : récupération totale des exemplaires avec tri au numéro

➤ Coût forfaitaire :

Pour les parutions en statut Y, T ou T+, le coût est de 70€ HT par parution récupérée.

➤ Coût variable :

Statut T : 90€ pour 1000 exemplaires

Statut : Y : 140€ pour 1000 exemplaires

Statut T+ : 115€ pour 1000 exemplaires

4. FRAIS DE PLAN DE SECOURS

En cas de réception non conforme des produits (horaire d'arrivée tardive, étalon erroné, quantités fausses), il est facturé à l'Éditeur un frais « Plan de secours » de 275€ HT pour remédier à cette non-conformité.